



Guide relatif à la politique d'entretien des espaces verts à la direction territoriale bassin de la Seine et Loire aval



Table des matières

Introduction.....	3
1. Enjeux liés à l'entretien des espaces verts de la DTBS.....	4
1.1 Des enjeux de sécurité	4
1.2 Des enjeux environnementaux	5
2. Etat des lieux des pratiques en UTI.....	7
2.1 DPF géré par les UTI	7
2.2 Moyens humains et matériels des UTI	9
Le contrôle domanial est également impliqué dans la surveillance des berges et contribue à la surveillance des espaces verts de la DTBS.	9
2.3 Moyens financiers des UTI	10
2.4 Une nécessaire modification des pratiques	10
3. Recommandations aux UTI.....	12
3.1 Cartographier les zones à enjeux	12
3.1.1 Gestion des sites d'exploitation des ouvrages	12
3.1.2 Gestion des sites aux abords de canaux	13
3.1.3 Gestion en rivière	15
3.2 Réaliser des diagnostics phytosanitaires du patrimoine arboré	17
3.3 Programmer les interventions.....	18
3.3 Effectuer les démarches administratives	20
3.4 Tenir un registre	20
3.5 Communiquer avec les élus du territoire et le public	20
3.6 Mise en œuvre de la politique d'entretien des espaces verts : plan d'actions sur la période 2021-2024	21
Annexe 1 : budget de fonctionnement « entretien et travaux » consacré à la maintenance verte en 2019 et 2020.....	23
Annexe 2 : Tableau de suivi des démarches réglementaires	25
Annexe 3 : Tableau des demandes et des interventions d'UBS.....	30



Introduction

La direction territoriale bassin de la Seine et Loire aval (DTBS) exploite un linéaire de 1 468 km de voies navigables réparties en 941 km de rivières et en 527 km de canaux.

Pour entretenir ce linéaire, la DTBS s'est engagée dans une politique environnementale qui se traduit notamment par la suppression des produits phytosanitaires et le développement de techniques alternatives comme l'écopâturage, le désherbage thermique, ou le désherbage mécanique.

Cet engagement s'illustre également par la mise en place d'une politique raisonnée d'entretien des espaces verts du réseau de la DTBS.

Cette politique d'entretien dite « de maintenance verte » consiste à adapter les pratiques d'exploitation et d'entretien du domaine public fluvial selon la vocation affectée à chaque espace afin de répondre aux enjeux prioritaires suivants :

- Enjeux de sécurité pour les agents de VNF d'une part et pour le public autorisé à accéder au domaine public fluvial d'autre part,
- Enjeux environnementaux en préservant et favorisant la biodiversité sur le réseau.

Cette politique de maintenance verte prend la forme d'un plan d'action, décrit ci-après, qui constitue un outil d'aide aux agents d'exploitation de la DTBS pour entretenir le domaine public fluvial. Il vise à homogénéiser les modalités de maintenance des espaces verts à la DTBS tout en rappelant nos obligations d'entretien du domaine public fluvial.

Il convient de rappeler que les limites du domaine public fluvial se caractérisent différemment selon que l'on se situe en canal ou en fleuves et rivières :

- En canal, les plans de bornage définissent les limites opposables au tiers du domaine public artificiel, incluant le canal en lui-même ainsi que les cheminements connexes (digues, chemins de service, dérivations, rigoles et réservoirs).
- En fleuves et rivières, les limites domaniales du public fluvial naturel sont définies par la limite des plus hautes eaux avant débordement (règle dite du « plenissimum flumen »)¹.

Aujourd'hui, avec cette nouvelle politique de maintenance verte, la direction territoriale bassin de la Seine et Loire aval marque sa volonté de protection et de mise en valeur de l'environnement et de la biodiversité tout en sécurisant VNF dans son rôle d'entretien vis-à-vis des tiers.

¹ Article L. 2111-9 de code général de la propriété des personnes publiques (CG3P)



1. Enjeux liés à l'entretien des espaces verts de la DTBS

L'article L. 4311-1 du code des transports dispose que « *l'établissement public de l'Etat à caractère administratif dénommé « Voies Navigables de France » assure l'exploitation, l'entretien, la maintenance, l'amélioration, l'extension et la promotion des voies navigables ainsi que de leurs dépendances en développant un transport fluvial complémentaire des autres modes de transport, contribuant au report modal par le réseau principal et par le réseau secondaire.* »

L'entretien de tous les espaces dit « verts » situés sur le domaine public fluvial relève des missions confiées à VNF. Cet entretien, qui inclut notamment l'élagage et le démontage des arbres sénescents et dangereux, répond à deux grands types d'enjeux : des enjeux de sécurité d'une part, et des enjeux environnementaux d'autre part.

1.1 Des enjeux de sécurité

On recense un certain nombre de sinistres liés à des chutes d'arbres sur le périmètre de la DTBS. Sur la période de septembre 2018 à septembre 2019, 7 sinistres ont été dénombrés liés à des chutes d'arbres sur des bateaux stationnaires, des promeneurs ou sur des propriétés riveraines ou voitures, et 3 sinistres ont été constatés liés à des embâcles de type arbres flottants ou grosses branches. De plus, il arrive fréquemment que des navigants déclarent des heurts avec des morceaux d'arbres, sans que l'on retrouve l'origine du choc.

La DTBS encourt ainsi des risques juridiques et pénaux, liés aux dommages causés par la chute d'un arbre situé sur le domaine public fluvial (DPF) et ses dépendances. Le juge pourra considérer au regard des expertises diligentées que l'arbre était sénescents ou qu'il y avait des défauts d'entretien du DPF et de ses dépendances. Le cas échéant, si des fautes d'imprudence et de négligence sont apparues (absence de surveillance de l'état sanitaire des arbres, et défaut d'entretien), la faute du gestionnaire du DPF pourra être retenue. L'inaction fautive est imputable à l'absence ou l'insuffisance de mesures visant à garantir l'entretien normal du domaine.

La responsabilité pénale peut être engagée :

a) en cas de blessure ou d'homicide involontaire :

→ Article 221-6 du code pénal : « *Le fait de causer, dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, la mort d'autrui constitue un homicide involontaire puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. En cas de violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, les peines encourues sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende.* »

→ Article 222-19 du code pénal : « *Le fait de causer à autrui, dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, une incapacité totale de travail pendant plus de trois mois est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. En cas de violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité*



imposée par la loi ou le règlement, les peines encourues sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende. »

b) ou de mise en danger de la vie d'autrui.

→ Article 223-1 du code pénal : *« Le fait d'exposer directement autrui à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. »*

Ainsi, VNF a une obligation d'entretien normal du DPF (obligation de moyen renforcée) dont font partie les arbres.

A défaut d'intervention matérielle, VNF doit a minima satisfaire une obligation d'information renforcée à l'égard du public à partir de panneaux signalisant le danger des arbres non élagués.

L'Unité Territoriale d'Itinéraires (UTI) ne sera pas directement mise en cause pour les conséquences liées à la chute d'un arbre situé sur le domaine public fluvial. Néanmoins, la responsabilité du directeur territorial sera engagée. Par ailleurs, les agents publics et privés exerçant les missions de service public pour le compte de VNF peuvent bénéficier, s'ils sont mis en cause, de la protection fonctionnelle.

1.2 Des enjeux environnementaux

Le droit européen et le droit français interdisent la dégradation ou la destruction directe des couvées en période de reproduction des oiseaux. La directive « Oiseaux » du 30 novembre 2009 impose une protection stricte de tous les oiseaux sauvages pendant leur période de reproduction.

Le code de l'environnement précise à l'article L. 424-10 : *« Il est interdit de détruire, d'enlever ou d'endommager intentionnellement les nids et les œufs, [...] »*. Les articles L. 411-1, L. 141-2 et L. 415-3 du même code et l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés rendent délictuel ce comportement lorsqu'il concerne des espèces protégées.

Ainsi, la planification des opérations de taillage, d'élagage ou d'abattage d'arbres et de haies doit tenir compte du cycle biologique de l'avifaune et des chiroptères. Elle doit se faire hors période de reproduction et de nidification des oiseaux, soit en dehors de la période de mars à mi-septembre. La destruction des arbres-gîtes potentiels pour les chiroptères sera possible aux périodes durant lesquelles les chauves-souris sont les moins vulnérables, à savoir hors période de mise-bas, et hors période d'hibernation. Le tableau ci-dessous présente les périodes sensibles pour plusieurs taxons (familles, genres ou espèces).



Taxons	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Oiseaux			Nicheurs élevage des juvéniles <i>Préparation à la migration</i>									
Chiroptères	-bernation (période la plus sensible)		Migration vers gîtes estivaux pour mise-bas			Mise-bas et élevage des juvéniles			Migration accouplement (passage des gîtes estivaux, aux gîtes hivernaux)		-	Hi-
Insectes général			Forte activité attention : certaines espèces d'insecte saproxyliques, notamment coléoptères, la période sensible peut s'étaler sur 3 ans / stade larvaire									
Flore			De la croissance à dissimulation (peut aller jusqu'au mois de <u>septembre</u> notamment pour les zones humides)									
Anoures et urodèles	Reproduction											
Reptiles général				Forte activité								

La DTBS est déjà engagée dans un précontentieux pour ne pas avoir respecté la période de nidification des oiseaux. En 2017, une UTI a réalisé une coupe à blanc sur des arbustes proche d'un ouvrage en pleine période de nidification. Le jour de la coupe, une association présente sur site a constaté l'étendue des dégâts, a déposé plainte et prévenu la presse. Le chef de l'UTI a été convoqué deux fois devant la gendarmerie. La DTBS est toujours en attente d'une décision.

Il ressort des enjeux de sécurité et des enjeux environnementaux présentés ci-dessus que l'entretien du DPF, et en particulier de sa végétation, doit faire l'objet de mesures adaptées et proportionnées aux risques encourus, visant à garantir la prise en compte de ces enjeux tout en tenant compte des moyens financiers et matériels disponibles. Ces moyens (partie 2) et mesures (partie 3) sont décrits ci-après.

2. Etat des lieux des pratiques en UTI

2.1 DPF géré par les UTI

A la DTBS, la gestion du domaine public fluvial diffère fortement d'une UTI à l'autre. Cette gestion dépend de la nature du réseau (grand ou petit gabarit), de la fréquentation fluviale ou terrestre du réseau, des attentes des acteurs locaux, des moyens matériels, humains et financiers, des enjeux sécuritaires et environnementaux, de l'état de connaissance du patrimoine, et des habitudes d'entretien.

Le linéaire géré par chaque UTI est présenté dans le tableau ci-dessous. Ce linéaire inclut les zones faisant l'objet d'une convention de superposition d'affectation (CSA) dont la gestion est confiée à d'autres acteurs.

UTI	Boucles de Seine (UBS)	Seine amont (USA)	Seine nord (USN)	Marne (UM)	Loire (UL)	CPCA (UCPCA)	Total DTBS
Linéaire berges fluviales (km)	600	470	280	300	317	/	1967
Linéaire digues de canaux (km)	/	/	130	70	/	1200	1400

Pour gérer ce DPF (hors CSA), les UTI ont différentes pratiques :

- UBS réalise une partie de l'entretien de son DPF en régie et externalise l'autre partie à un prestataire à travers un marché d'abattage et d'égavage. L'UTI intervient prioritairement pour traiter les situations urgentes et/ou dangereuses ;
- USA fait réaliser l'essentiel de l'entretien de son DPF par un prestataire via des campagnes annuelles d'abattage et d'égavage (avec un marché d'abattage et d'égavage) et programme certaines de ses interventions (par exemple : diagnostic phytosanitaire sur le port des Champs-Elysées);
- USN fait réaliser l'essentiel de l'entretien de son DPF par plusieurs prestataires (avec un marché d'abattage et d'égavage et un marché de fauchage et débroussaillage) et n'intervient dans la majorité des cas que pour traiter les situations urgentes et/ou dangereuses. USN fait également de l'éco-pâturage sur certains de ses sites (pour les îles notamment).
- UM réalise des travaux d'entretien en régie et n'intervient essentiellement que pour les situations urgentes et/ou dangereuses. Ces travaux portent sur l'abattage et l'égavage, ainsi que sur le fauchage le long du canal latéral à la Marne de Tours à Dizy. Le besoin étant important, l'UTI a également recours à l'externalisation (avec un marché d'abattage et d'égavage) ;
- UL réalise une partie de l'entretien de son DPF en régie (intervention par voie fluviale) et externalise l'autre partie à des prestataires (avec un marché pour l'entretien des grèves, et un marché d'abattage et d'égavage en intervention par voie terrestre). L'UTI a mis en place un tableau de recensement des zones à traiter avec des priorités d'intervention. Le pôle exploitation se base sur ce tableau pour programmer les interventions de l'année en plus des interventions urgentes.
- UCPCA réalise une grande partie de la maintenance verte en régie (40%). Le besoin étant important, l'UTI a également recours à l'externalisation (60%) (avec un marché d'abattage-débroussaillage et un marché de fauchage). L'UTI priorise les passes de sécurité autour des



ouvrages et les zones de visibilité pour le fauchage. Pour le fauchage-débroussaillage et le débroussaillage-abattage, la priorité est donnée aux zones actuellement concernée par la sécurité des ouvrage hydrauliques (biefs classés au titre de la SOH).

Au total, il existe une dizaine de marchés d'abattage-élagage et de fauchage-débroussaillage sur l'ensemble de la DTBS.



2.2 Moyens humains et matériels des UTI

Que l'entretien du DPF soit réalisé en régie ou externalisé, les UTI disposent de moyens humains et matériels limités :

UTI	Boucles de Seine	Seine amont	Seine nord	Marne	Loire	CPCA
Effectifs pour la programmation des opérations	1 chef de Mission Exploitation de la Voie d'Eau, en coordination avec les chefs d'exploitation au sein des équipes	1 adjoint de la subdivision exploitation et 3 chefs de secteurs	9 chefs de circonscription et chefs d'équipes	2 chefs de circonscription pour la Préparation des BC par les 5 chefs d'équipe pour le suivi des prestations.	1 Chef des centres d'exploitation	12 Responsables de circonscriptions et de secteurs (5% de leur temps de travail)
Effectifs pour les interventions en régie	5 agents de ponton (30 à 40% de leur temps de travail)	12 agents (50% de leur temps de travail)	13 agents (30% de leur temps de travail)	9 agents (entre 45 et 70% de leur temps de travail)	8 agents (30% de leur temps de travail)	8 agents, 1 par circonscription d'exploitation (environ 20% de leur temps de travail)
Matériels pour les interventions en régie	Intervention par bateaux : pousseur, ponton, grue, barges. Tronçonneuses	Tondeuses autoportées, débroussailleuses, tronçonneuses.	Débroussailleuses, tronçonneuses, tondeuses	Débroussailleuses, tronçonneuses, tondeuses	2 barges multiservice équipées d'une grue Tronçonneuses, débroussailleuse, perche élagueuse	6 tracteurs type agricole équipés de broyeurs à plat ou débroussailleuses 8 tondeuses autoportées

Le contrôle domanial est également impliqué dans la surveillance des berges et contribue à la surveillance des espaces verts de la DTBS.



2.3 Moyens financiers des UTI

La plupart des UTI de la DTBS font appel à des prestataires pour réaliser totalement ou partiellement les opérations de fauchage, taillage, élagage ou abattage d'arbres et de haies.

En 2019, le budget total de la DTBS consacré à la maintenance verte pour des opérations d'entretien régulier de la végétation s'élevait à plus de 1 850 000€ sur 4 092 300 € de dotation « entretien et travaux » (ET / sous-thème budgétaire A2B) au titre du budget de fonctionnement IEE (infrastructures, eau et environnement) (les UTI mobilisent parfois aussi le budget « fonctionnement exploitation » (EF / sous-thème budgétaire A2C)). En 2020, ce budget s'élevait à 2 113 346 € sur une dotation totale « ET » de 4 688 804 €. Les budgets 2019 et 2020 consacrés à la maintenance verte sont détaillés en **annexe 1** du présent document.

Le budget moyen mobilisé par la DTBS pour l'entretien du linéaire se situe aux alentours de 825€ TTC par km de linéaire géré.

Les budgets pour ces opérations représentent plus de 40% des budgets de fonctionnement « ET » des UTI, et sont pourtant loin de couvrir la totalité de leurs besoins.

A noter que, dès lors qu'une intervention de maintenance verte s'intègre dans une opération de rénovation / remise en état, en particulier pour les berges et contre-fossés de canaux, elle relève du budget d'investissement IEE.

2.4 Une nécessaire modification des pratiques

L'entretien du patrimoine arboré constitue une problématique majeure pour les UTI, tant d'un point de vue de la sécurité que de l'intérêt écologique. Il est ainsi le premier poste de dépense des UTI en matière de maintenance verte.

Faute de moyens suffisants, la plupart des UTI ont adopté une gestion « à l'urgence », ce qui pose des problèmes de sécurité :

- pour les usagers navigants, avec des chutes d'éléments arborés pouvant conduire à des arrêts de navigation
- pour les usagers et activités au niveau du chemin de halage, mais aussi pour les riverains (dégâts matériels en cas de chute).

Par ailleurs, ce type de gestion ciblée sur les situations urgentes et/ou dangereuses pose des problèmes en matière de coût (surcoût) et n'est pas optimale d'un point de vue environnemental puisque les opérations ne sont pas anticipées hors période de nidification.

Une amélioration des pratiques d'entretien du DPF est néanmoins possible. Cette nouvelle organisation doit s'appuyer sur une approche plus préventive et sur une optimisation des moyens de la DTBS. Elle nécessite au préalable une meilleure connaissance du patrimoine arboré et une identification des secteurs à enjeux au niveau de chaque UTI.



Un diagnostic phytosanitaire complètera ensuite cette cartographie. Ces deux démarches couplées permettront de prioriser les interventions d'entretien et ainsi de définir une programmation pluriannuelle. Cette nouvelle organisation permettra d'adapter les interventions aux besoins d'entretien à budget et moyen constant, tout en respectant au mieux les contraintes réglementaires.

En tenant compte des enjeux de sécurité et des enjeux environnementaux, et des moyens humains, matériels et financiers disponibles, la politique d'entretien des espaces verts à la DTBS vise à conserver en interne une compétence pour réaliser des diagnostics phytosanitaires et une capacité d'intervention pour les interventions d'urgence, et de confier les opérations qui sont programmables à des prestataires extérieurs. Ces orientations sont en adéquation avec la politique nationale de maintenance portée par VNF dans le cadre du COP 2020-2029 de l'établissement.

3. Recommandations aux UTI

3.1 Cartographier les zones à enjeux

La mise en place d'une politique de maintenance verte permettant d'assurer un entretien préventif du DPF nécessite que chaque UTI établisse une cartographie, bief par bief, de son patrimoine arboré, croisée avec les enjeux suivants :

- Sites d'exploitation d'ouvrage (paragraphe 3.1.1),
- Sites en abord de canaux (paragraphe 3.1.2) ou en rivière (paragraphe 3.1.3) qui présentent les caractéristiques suivantes ;
 - o Trafic fluvial fort/dangereux (visibilité dans les courbes, non entravement de la navigation) ;
 - o Fréquentation terrestre ou zones de bateau logement hors convention de superposition d'affectation (CSA).
 - o Enjeu réglementaire : digues classées par la sécurité des ouvrages hydrauliques (SOH) ou DPF à proximité d'une passe à poissons.

Pour établir ces cartographies, les UTI peuvent utiliser des outils SIG (géoportail) ou faire des repérages sur le terrain par les équipes d'entretien.

Ce travail permettra d'identifier le linéaire à traiter en priorité. Il est demandé aux UTI de conduire ce travail entre fin 2021 et mi 2022, en vue d'établir une programmation budgétaire pluriannuelle à partir de l'année 2023.

La mise en place d'un outil cartographique partagé permettant de faire figurer et suivre les interventions dans le temps sera étudiée par le SGVE (sur le même exemple que l'outil de suivi sur les plantes exotiques envahissantes).

3.1.1 Gestion des sites d'exploitation des ouvrages

Les sites d'exploitation des ouvrages sont localisés à proximité immédiate des ouvrages (barrages, écluses) et sont confiés en gestion par l'État à VNF. Ils permettent aux agents de VNF d'accéder aux ouvrages et ainsi de les exploiter et de les surveiller. Ces sites peuvent être franchis, dans certains cas, par les usagers.

Ces sites peuvent être constitués de :

- Surfaces minérales : ces surfaces sont souvent présentes à proximité des ouvrages ;
- Strate herbacée : cette strate se présente sous forme de surfaces enherbées ;
- Espaces fleuris : il est possible d'observer sur certaines zones des espaces fleuris composés de fleurs annuelles, bisannuelles. Il est recommandé d'utiliser des plants endémiques et d'origine horticole (sans pouvoir envahissant connu) ;
- Strate arbustive : cette strate se présente le plus souvent sous forme de petits arbustes, de haies taillées de façon rectiligne. Quelques arbustes à port libre peuvent être présents sur les sites d'exploitation ;
- Strate arborée : certains sites d'exploitation sont longés d'arbres ;



Figure 1: Ecluse de Bougival



Figure 2: Ecluse de l'Isle Adam

Sur ces sites d'exploitation des ouvrages, l'entretien pratiqué vise prioritairement à assurer l'accès aux cheminements pour garantir la sécurité des agents de VNF. Par ailleurs, certains sites d'exploitation des ouvrages étant franchis par les usagers et/ou le public, un entretien régulier est à effectuer pour assurer la propreté des lieux et la qualité des lieux pour l'accès du public.

Afin d'éviter que des personnes extérieures à VNF accèdent aux ouvrages, les sites d'exploitation doivent être en principe clôturés. L'entretien est à effectuer sur l'ensemble de l'espace clôturé.

La priorité doit être donnée à l'abattage d'arbres morts et à l'élagage d'arbres gênant la voie d'eau et dangereux pour les agents de VNF (et le public le cas échéant). Les passes à poissons, notamment celles de type rivière naturelle, constituent également une zone prioritaire d'entretien.

Zone à enjeux : accès aux cheminements pour garantir la sécurité des agents de VNF. Pour certains sites, zones de franchissement des usagers et/ou du public. Une attention particulière doit également être donnée aux passes à poissons, en particulier pour les passes de type rivière naturelle.

3.1.2 Gestion des sites aux abords de canaux

Ces sites sont localisés en bord des canaux de VNF et font partie du domaine public fluvial confié en gestion à VNF.

Les plans de bornage des canaux fondent les limites du domaine public fluvial artificiel, incluant le plan d'eau canalisé ainsi que les cheminements connexes : berges, digues, chemins de service de part et d'autre du canal mais aussi, lorsque le canal est surélevé par rapport au terrain environnement, contre-fossés visant à drainer les eaux diffusant à travers les digues. Les dérivations, rigoles d'alimentation et réservoirs font également partie du domaine public fluvial artificiel.

Les chemins de service sont empruntés par les agents de VNF dans le cadre de leurs missions d'exploitation des ouvrages (agents itinérants) ou dans le cadre de leurs missions liées à la gestion du domaine public fluvial (contrôle des occupations domaniales, gestion des bateaux stationnaires). Ils peuvent également dans un certain nombre de cas être ouverts au public.

Le règlement de police de la circulation sur les dépendances du domaine public fluvial dispose des droits, devoirs et obligations des tiers en matière de stationnement et de circulation sur les chemins de service et autres dépendances du DPF (digues, dérivations, rigoles et réservoirs)².

Ces sites aux abords de canaux peuvent être constitués de :

- Surfaces minérales, notamment sur les digues de canaux ;
- Strate herbacée : elle est généralement présente le long des canaux. Elle se présente le plus souvent sous la forme de pelouse rustique fleurie ;
- Strate arbustive : cette strate se présente le plus souvent sous forme de petits arbustes, de haies taillées de façon rectiligne. Quelques arbustes à port libre peuvent être présents ;
- Strate arborée : cette strate est composée par un alignement d'arbres, paysage caractéristique d'un canal. Toutefois, il est possible que cette strate soit absente du DPF.

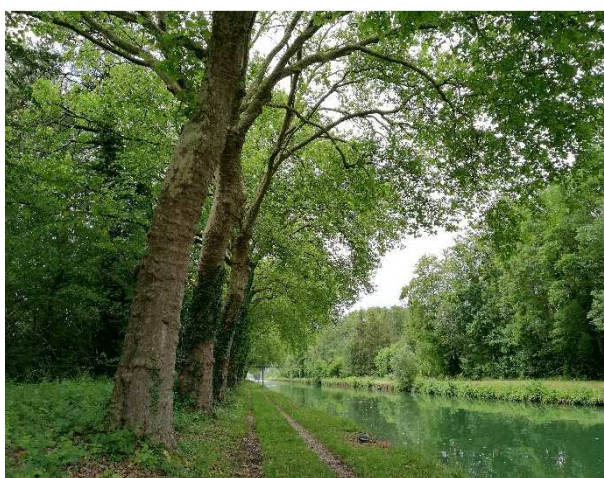


Figure 3: Canal latéral à la Marne

Pour protéger les berges des canaux, plusieurs techniques peuvent être mises en œuvre :

- Les techniques dures type palplanches, qui sont les plus utilisées. Elles répondent à des contraintes de sécurité et d'exploitation du site (étanchéité, soutènement, anti-batillage) ;
- Les techniques douces de protection des berges, moins fréquentes, comme par exemple des berges végétalisées favorisant le maintien et le développement de la biodiversité aux abords des ouvrages³.

Les parcelles du DPF en bord de canaux confiées en gestion à VNF constituant des chemins de service peuvent être ouvertes au public pour des usages récréatifs et de loisirs. Cette ouverture au public nécessite la signature d'une **convention de superposition d'affectations** avec la(es) collectivité(s) concernée(s), en application des articles L. 2123-7 et L. 2123-8 du CG3P et la circulaire n°11 du 10 février 1958 du ministre des travaux publics. Cette convention précise notamment les modalités de prise en charge par la collectivité de l'entretien à réaliser au regard de l'affectation supplémentaire donnée. Dans ce cas, l'entretien n'est pas à la charge de VNF mais au bénéficiaire de la convention. Il

² Le règlement de police de la circulation sur les dépendances du domaine public fluvial est constitué des articles R. 4241-68 à 71 du code des transports

³ Pour plus d'informations, se référer au guide de VNF « Application des techniques végétales pour la protection des berges des voies navigables » et à la circulaire technique de VNF « Protection des berges ».



en va de même pour les aménagements liés à ces usages de loisirs (bancs, poubelles, éclairage et panneaux signalétiques).

Il est fortement recommandé d'établir des conventions de superposition d'affectation, en particulier en secteur urbain. Les futures conventions de superposition d'affectation conclues avec des collectivités attribueront systématiquement à ces dernières l'entretien des alignements d'arbres et de la voute arborée sur le périmètre strict de la CSA et son emprise⁴. Il s'agit d'une condition préalable à toute autorisation de travaux sur le DPF donnée à un tiers, et à tout projet récréatif ou de loisir d'une collectivité.

Pour les COT attribuées pour des terrains à proximité immédiate de la berge (bateaux stationnaires notamment), il sera examiné systématiquement à chaque nouvelle COT ou renouvellement de COT la possibilité de confier l'entretien de la végétation en berge à l'amodataire, y compris l'élagage des arbres, si la configuration des lieux s'y prête (autrement dit s'il y a un lien logique avec la COT, par exemple si l'on passe par la berge pour rejoindre le bateau). L'entretien de la végétation s'entendra du point de vue de la tenue de la berge (éviter le développement de systèmes racinaires trop gros ; favoriser le maintien d'une végétation qui participe à son confortement) et de la sécurité des personnes et des biens. **Pour autant, l'aménagement des berges ne sera pas autorisé.**

Pour assurer un passage aux agents de VNF et aux usagers autorisés, les **bords des canaux confiés en gestion à VNF doivent être régulièrement entretenus**. L'entretien est à réaliser sur l'ensemble des bords de canaux. De même, afin de garantir un bon écoulement des eaux de drainage, les **contre-fossés de canaux doivent être régulièrement entretenus**. Lorsque les contre-fossés sont envahis par la végétation, ils ne permettent pas une évacuation correcte des eaux collectées et peuvent conduire à des débordements locaux, préjudiciables et pouvant engager la responsabilité de VNF si ces débordements affectent des zones urbanisées.

Une attention particulière doit être donnée aux **digues de canaux classées pour la sécurité des ouvrages hydrauliques (SOH)** qui sont régulièrement contrôlées par les services de la DREAL.

La priorité doit être donnée à l'abattage d'arbres morts et à l'élagage d'arbres dangereux pour le public, ou gênant la voie d'eau, aux arbres pouvant provoquer une instabilité de la digue, et enfin à la végétation empêchant le bon écoulement des eaux dans les contre-fossés de canaux.

Zone à enjeux : les périmètres d'intervention à privilégier pour des actions de maintenance verte sur les abords de canaux sont les linéaires situés en zone urbaine, les zones de bateaux stationnaires et les zones très empruntées par le public, ainsi que les digues classées SOH et les contre-fossés de canaux situés à proximité de zones urbanisées.

3.1.3 Gestion en rivière

Ces sites sont localisés en bord de cours d'eau navigables dont la gestion relève de VNF.

⁴ Par exemple, un arbre situé à 15 mètres d'une piste cyclable doit être entretenu, même s'il n'est pas dans le périmètre strict de la CSA, pour ne pas mettre en risque l'utilisation de la piste cyclable

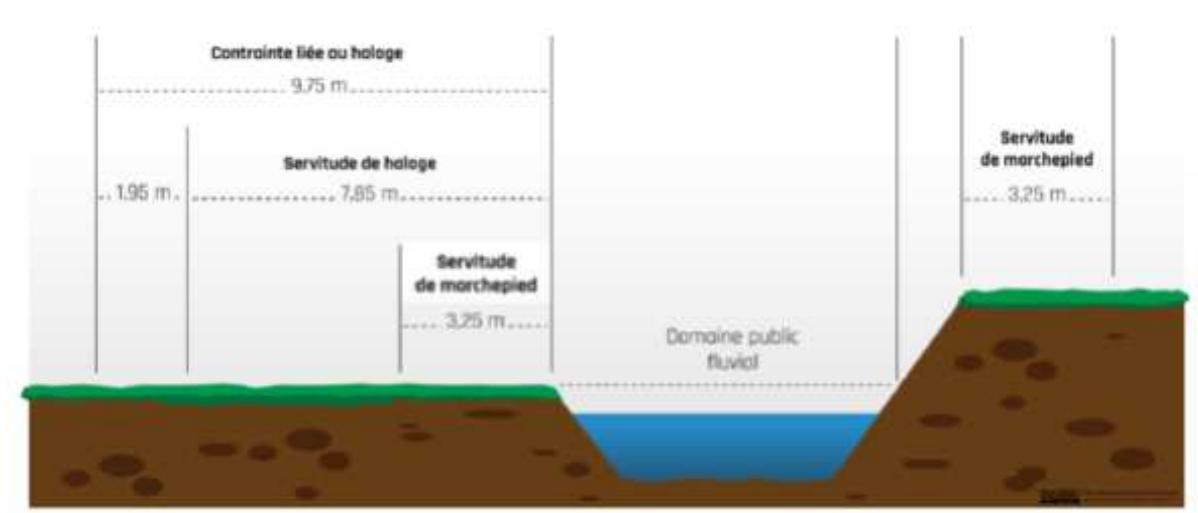
D'après l'article L. 2111-9 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), les limites des bords de cours d'eau domaniaux sont déterminées par le *plenissimum flumen*, qui correspond au niveau maximal de la rivière juste avant le débordement général.

Les zones situées en bord de cours d'eau se caractérisent par une végétation spontanée et peuvent être constituées de plusieurs strates : strate herbacée, strate arbustive, strate arborée et strate lianescente.

VNF doit assurer l'entretien en bord de cours d'eau jusqu'au *plenissimum flumen*.

Les parcelles situées au-delà du *plenissimum flumen* appartiennent souvent à un propriétaire riverain. Le propriétaire riverain a obligation de laisser une servitude de marchepied d'après l'article L. 2131-2 du CG3P. La largeur de la servitude de marchepied est de 3,25 mètres. Il revient au propriétaire riverain d'entretenir l'emprise de cette servitude.

Figure 4: Source : sportsdenature.gouv.fr



Dans le cas où il existe un chemin de halage, la largeur de la servitude de halage est de 7,85 mètres et le propriétaire riverain ne peut planter d'arbres ni se clore par des haies qu'à une distance de 9,75 mètres sur les bords. L'existence de la servitude appelle la responsabilité civile du propriétaire qui est tenu d'assurer la sécurité des passages. Dans la mesure où cette servitude est utile pour les besoins de la navigation, elle peut être entretenue par VNF, mais cela implique un transfert de responsabilité pour l'Etablissement, qui doit faire l'objet d'une convention avec le propriétaire.

Comme pour les parcelles en bord des canaux, certains espaces en bord de voie d'eau confiés en gestion à VNF peuvent être ouverts au public pour des usages récréatifs et de loisirs. Cette ouverture au public nécessite la signature d'une **convention de superposition d'affectations** avec la(es) collectivité(s) concernée(s). Dans ce cas, l'entretien de la parcelle sera réalisé par le bénéficiaire de la convention de superposition d'affectations.

De même que pour les canaux, il est fortement recommandé d'établir des conventions de superposition d'affectation sur les berges de cours d'eau, en particulier en secteur urbain. Les futures conventions de superposition d'affectation conclues avec des collectivités attribueront systématiquement à ces dernières l'entretien des alignements d'arbres et de la voute arborée sur le périmètre strict de la CSA et son emprise. Il s'agit d'une condition préalable à toute autorisation de travaux sur le DPF donnée à un tiers, et à tout projet récréatif ou de loisir d'une collectivité.



En outre, de même que sur les canaux, **pour les COT attribuées pour des terrains à proximité immédiate de la berge (bateaux stationnaires notamment), il sera examiné systématiquement à chaque nouvelle COT ou renouvellement de COT la possibilité de confier l'entretien de la végétation en berge à l'amodataire, sans autoriser pour autant l'aménagement des berges.**

L'entretien porte principalement sur la strate arborée. La priorité doit être donnée à l'abattage d'arbre mort et à l'élagage d'arbre gênant la voie d'eau et dangereux pour le public.

L'entretien à effectuer doit permettre de favoriser le déplacement de la faune et limiter sa mortalité (berge en pente douce).

Zone à enjeux : Les périmètres d'intervention à privilégier pour des actions de maintenance verte en rivière sont les lieux de stationnement des bateaux logements, les linéaires situés en zone urbaine ou les zones très empruntées par le public, ainsi que les zones présentant des dangers pour le trafic fluvial.

3.2 Réaliser des diagnostics phytosanitaires du patrimoine arboré

Une fois la cartographie des zones prioritaires identifiées par les UTI, il est recommandé de réaliser des diagnostics phytosanitaires. Ces diagnostics phytosanitaires se limiteront aux zones très sensibles (ex : port des Champs Elysées) pour justifier les interventions de VNF.

Les diagnostics phytosanitaires sont des outils permettant d'évaluer l'état sanitaire d'un végétal, et dans le cas présent, d'un arbre. Sont étudiées pour chacun des arbres visés par le diagnostic : leur résistance mécanique, leur atteinte par une pathologie ou un parasite, leur capacité à se défendre face aux facteurs biotiques et abiotiques.

Le diagnostic est réalisé par un spécialiste arboricole, sur la base d'une inspection visuelle. Un diagnostic approfondi peut être demandé dans certains cas, lorsque l'arbre est difficile d'accès ou lorsqu'un doute subsiste sur l'état de l'arbre.

Il permet de préconiser une priorisation des interventions en fonction de la dangerosité de l'arbre : abattage dans les meilleurs délais (degré d'urgence 1), abattage préventif (degré d'urgence 2) dans les « n mois », tailles et diagnostics approfondis dans l'année glissante.

Il préconise également plusieurs types d'intervention : taille sanitaire ou de sécurité, taille d'allègement, taille de réduction ou abattage de l'arbre.

Ces diagnostics permettent également d'évaluer la richesse biologique de l'arbre, c'est-à-dire la présence potentielle d'espèces protégées et/ou de leur habitat.

Il est recommandé de les réaliser tous les 3 ans.

Dans un premier temps, il est proposé que des diagnostics allégés soient réalisés en interne par les équipes d'entretien, en parallèle de la cartographie des zones à enjeux. Ces diagnostics allégés consisteront en un repérage des arbres morts et menaçants pour le public. Ils permettront d'identifier les arbres à traiter en priorité. Pour réaliser ces diagnostics, la DTBS mettra en place des formations, le cas échéant qualifiantes, à destination des équipes d'entretien. Une grille simplifiée sera mise à disposition des agents d'exploitation. Cette grille uniforme pour l'ensemble de la DTBS sera établie par le prestataire en charge des formations.



Des diagnostics d'un niveau expert seront réalisés dans un second temps pour les arbres remarquables et les zones à enjeu. Les diagnostics phytosanitaires sont un véritable outil d'aide à la communication avec les collectivités, associations environnementales ou le public afin de justifier les interventions de VNF.

3.3 Programmer les interventions

Grâce à l'identification des zones à enjeux et les diagnostics phytosanitaires, les UTI seront capables d'établir une programmation pluriannuelle des interventions de maintenance verte, portant à la fois sur les interventions à réaliser (type et calendrier) et sur le budget associé.

Ces programmations permettront d'assurer la sécurité des biens et des personnes mais aussi d'éviter l'intervention en période de nidification (cf. tableau ci-dessous). Ces programmations visent à éviter l'abattage systématique des arbres, et à privilégier un entretien « doux » du linéaire, et ainsi, à terme, à permettre une réduction des coûts d'entretien. La mise en place de ces programmes d'interventions passera nécessairement par une phase de remise à niveau.

Pour les interventions d'abattage et d'élagages importantes, en particulier dans des zones où l'enjeu paysager est important, les UTI sont invitées à anticiper et prévoir des mesures de compensation avec des nouvelles plantations d'arbres. Ces compensations seront proposées uniquement en cas de demande très forte de la collectivité.

Fréquence des interventions :

Afin d'aider à la réalisation d'une programmation pluriannuelle de la maintenance verte par UTI, le tableau ci-dessous détaille, pour chaque type d'intervention, la période et le nombre de passages conseillés :

	Type de gestion	Période d'intervention conseillée	Nombre de passages conseillé
Strate minérale	Désherbage mécanique ou thermique	Avril à Octobre	1 à 3 fois par an
Strate herbacée	Tonte / Fauchage	Septembre à mi-mars <i>Attention de mi-mars à septembre : nidification + reproduction insectes / flore / reptile</i>	<u>Tonte</u> : selon besoin <u>Fauchage</u> : 1 fois par an et maximum 3 fois par an
Strate arbustive	Débroussaillage	Septembre à mi-mars <i>Attention de mi-mars à septembre : nidification</i>	1 fois par an au niveau du cheminement 1 fois tous les 2 ans pour le reste
Strate arborée	Élagage ou abattage diamètre arbre < 20 cm	Septembre à mi-mars <i>Attention de mi-mars à septembre : nidification</i>	Défini selon les propositions des diagnostics phytosanitaires



	Élagage ou abattage diamètre arbre > 20 cm	Septembre à mi-mars <i>Attention de mi-mars à septembre : nidification</i> <i>Attention de décembre à mars : hibernation des chauves-souris</i>	
--	---	--	--

Dans l'attente d'une intervention, si le danger de chute d'arbre est fort, l'UTI pourra mettre en place une campagne de signalisation pour les zones à risques avec une information claire du public voire la définition de périmètres d'interdiction d'accès au public.

Si ces opérations ne peuvent pas être reportées hors période de nidification car un ou plusieurs arbres présentent un risque pour la sécurité et des biens et/ou des personnes et nécessitent une intervention urgence, il est nécessaire d'assurer une prospection visuelle (à la jumelle si besoin) des gîtes potentiels (cavité, trou, fente, écorce décollée, nid) afin de s'assurer de l'absence d'espèce protégée :

- Si aucun enjeu de biodiversité n'a été détecté lors de la prospection de terrain, l'abattage des arbres peut se faire de façon classique. Il est fortement recommandé de prendre des photos de l'arbre pour le prouver ;
- S'il est constaté la présence des chiroptères en période d'hibernation (décembre à février) ou en période de mise bas (de juin à août), il est recommandé de procéder à un abattage « doux » de l'arbre, c'est-à-dire à une découpe des arbres en évitant les cavités, en tronçonnant largement en dessous et au-dessus des ouvertures et en déposant les parties de l'arbre à l'aide de câble ;
- S'il est constaté la présence d'un nid sur l'arbre à couper en période de nidification, il est recommandé de ne pas l'abattre **hormis en cas d'extrême urgence avec un danger fort imminent. Pour toute coupe d'arbre avec présence de nid en période de reproduction, l'UTI devra déposer une demande de dérogation de destruction / dérangement à la DREAL en renseignant le Cerfa n° 13616*01 (conformément à l'article L. 424-10 du code de l'environnement) : cf. annexe 2.**

En cas d'intervention extérieure, il est recommandé de faire figurer dans les dossiers de consultations aux entreprises les périodes de reproduction/nidification présentées en partie 1.2 du présent guide.

Il est recommandé aux UTI de conserver des moyens en interne pour intervenir en cas d'urgence.

A noter que si les opérations d'élagage et d'abattage des arbres sont réalisées en régie, il est nécessaire de disposer d'une habilitation « tronçonnage » et d'une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR).

Par ailleurs, au titre de la prévention des risques sur un réseau, des déclarations de travaux (DT) préalables doivent être effectuées auprès de la mairie pour tout chantier d'abattage: cf. **annexe 2**.

Budget :

Dès lors que la remise à niveau consiste en une rénovation / remise en état, en particulier pour les berges et contre-fossés de canaux, elle relève du budget d'investissement IEE. L'entretien régulier relève quant à lui du budget de fonctionnement IEE (sous-thème « entretien et travaux ») (cf. point 2.3).



En effet, outre la dotation entretien et travaux (ET) du budget de fonctionnement IEE, les UTI peuvent mobiliser d'autres crédits pour entretenir leur patrimoine arboré.

Il peut s'agir notamment :

- du budget de la DEV B1F05 pour l'entretien des arbres le long pour les zones de bateaux logements,
- du budget d'investissement IEE dès lors que les interventions de maintenance verte s'intègrent dans une opération de rénovation / remise en état d'un ouvrage ou partie d'ouvrage (exemple : berges et contre-fossés de canaux).
- du futur budget IEE pour les digues classées SOH (consignes à venir de la DIEE sur ce point).

Il est demandé aux UTI d'établir une programmation pluriannuelle des interventions de maintenance verte, portant à la fois sur les interventions à réaliser (type et calendrier) et sur le budget associé.

3.3 Effectuer les démarches administratives

L'ensemble des démarches administratives est décrit dans le tableau de **l'annexe 2**.

Cet outil a pour but de rappeler les diverses obligations et exigences réglementaires, synthétiser et partager les enjeux environnementaux, les échanges avec les services instructeurs, etc.

3.4 Tenir un registre

Pour limiter les risques et se prémunir de contentieux avec des usagers, des tiers (propriétaires riverains par exemple) ou des associations environnementales, **il est demandé aux UTI de tenir à jour la preuve de l'état d'entretien normal des ouvrages dont elles ont la garde, par exemple, en mettant en place un tableau de bord des opérations réalisées.**

En effet, les juridictions condamnent fréquemment VNF pour défaut d'entretien normal, considérant que l'établissement public n'apporte pas la preuve de l'état d'entretien normal des ouvrages dont il a la garde.

Un exemple de suivi des visites périodiques réalisé par UBS figure en **annexe 3**.

3.5 Communiquer avec les élus du territoire et le public

La fréquentation du DPF, hors zone spécifiquement dédiée et signalée comme telle, relève de la seule responsabilité de l'utilisateur et se fait à ses risques et périls.

Il est recommandé de signaler les zones accessibles au public et les zones à risques avec une information claire du public voire de définir des périmètres d'interdiction d'accès au public (panneaux d'information, barrières, etc.).



Les opérations d'entretien des espaces verts sur le domaine public fluvial sont susceptibles de générer des interrogations ou réactions des riverains. En cas de besoin pour expliquer les motifs d'une telle opération, les équipes de VNF pourront participer à une ou des réunions publiques organisées par les collectivités, et proposer des visites de terrain au public. A ce titre, la réalisation de diagnostics phytosanitaires et leur résultat peuvent aider à communiquer et à justifier les interventions de VNF.

En zone urbaine, il est fortement recommandé aux UTI d'informer les élus et équipes municipales des communes impactées par ces opérations préalablement à leur démarrage :

- **Au minimum une semaine avant, avec un rappel 24h avant, pour les petites opérations (abattage ponctuel),**
- **Plusieurs mois à l'avance pour les interventions de grande ampleur (exemple : abattage d'un linéaire arboré de plusieurs dizaines de mètres induisant des modifications du paysage). Il est également recommandé aux UTI de proposer au public des visites sur le terrain pour expliquer les raisons de ces interventions.**

Enfin, il est recommandé de mettre en place un panneau expliquant le principe d'abattage d'arbres avant et pendant l'opération et d'avertir les acteurs locaux lorsque l'opération est terminée.

3.6 Mise en œuvre de la politique d'entretien des espaces verts : plan d'actions sur la période 2021-2024

L'ensemble des recommandations présentées ci-dessus constitue un plan d'actions pour la DTBS pour la période 2021-2024. L'objectif prioritaire pour les premières années de ce plan d'actions est d'éviter les interventions de maintenance verte (abattage/élagage) en période de nidification. Le SGVE est responsable de la mise en œuvre de ce plan de gestion et en assure l'animation auprès des UTI. Ce guide sera mis à jour autant que de besoin, et pourra dans une version ultérieure intégrer une composante sur le contrôle domanial.

Le calendrier proposé pour mettre en œuvre ce plan est le suivant :

- Dans les semaines qui suivent la transmission du présent guide, chaque UTI désigne un responsable de la mise en œuvre de la politique d'entretien des espaces verts sur le périmètre de l'UTI, et en fait un retour au SGVE.
- De fin 2021 à mi 2022, les UTI cartographient les zones à enjeux (cf. point 3.1). Le SGVE étudie en 2022 la possibilité de mettre en place un outil cartographique des zones à enjeu et de suivi des interventions (sur le même exemple que l'outil cartographique de suivi des espèces exotiques envahissantes).
- En parallèle, d'ici fin 2022, les UTI produisent des premiers diagnostics phytosanitaires simplifiés pour les zones les plus prioritaires, via les ressources en régie et via des prestations externalisées (cf. point 3.2). Des agents en UTI référents chargés de la surveillance des biefs (cible : ~1 agent/200km de berges ou digues) seront formés, le cas échéant via des formations qualifiantes, à évaluer l'état phytosanitaire du patrimoine arboré pour améliorer la qualité des diagnostics simplifiés. Le SGVE pilotera la démarche de formation avec le bureau de la formation. Sera également examinée la possibilité de former un ou des formateurs internes.



Une grille simplifiée sera mise à disposition des agents pour aider à la réalisation de ces diagnostics.

- En 2022, des réflexions seront engagées sur la mise en place d'un accord cadre à l'échelle de la DTBS pour généraliser les diagnostics phytosanitaires pour les arbres remarquables et sur les zones à enjeu. Le SGVE préparera une trame de CCTP (MAPA), portant notamment sur l'expression du besoin et les clauses techniques, qui sera complétée par les UTI.
- En 2022, une analyse plus fine sera produite sur la mise en adéquation des besoins financiers et humains pour pouvoir appliquer les principes du plan d'actions. Cette analyse s'appuiera sur des travaux conduits par VNF au niveau national, en particulier sur le dimensionnement des équipes chargées de maintenance du linéaire et sur le coût de l'externalisation de la maintenance verte. Les travaux nationaux devront prendre en compte les impacts du respect des contraintes réglementaires, comme le renchérissement probable des interventions dû aux interventions préventives concentrées entre septembre et mars (hors période de nidification), ainsi que l'ingénierie nécessaire pour constituer les demandes de dérogation d'intervention en période de nidification.
- A partir de 2023, les UTI construiront des programmations pluriannuelles d'interventions solides à 3 ans grâce à l'ensemble du travail d'amélioration des connaissances (cf. point 3.4). Chaque UTI déclinera sur son périmètre cette programmation à 3 ans tous les ans. En 2024, un bilan de la démarche sera réalisé.
- A partir de 2023, à chaque fin d'année N, le SGVE répartira le budget de l'année N+1 consacré à la maintenance verte en fonction des programmations des UTI réalisées l'année N.
- Fin 2024, un bilan de la démarche sera réalisé par le SGVE.



Annexe 1 : budget de fonctionnement « entretien et travaux » consacré à la maintenance verte en 2019 et 2020

	Longueur des berges (km)	Présence d'un marché	Type de marché	Budget maintenance verte 2019 (TTC)	Budget maintenance verte 2020 (TTC)	Pourcentage de la dotation « ET » et/ou « EF ⁵ » de l'UTI (2019-2020)	Dépense moyenne par km de berge
UBS	600	1 marché accord cadre à bons de commande : abattage /élagage	Abattage /élagage	437 900 €	544 630 €	EF : 41.15%	818.78 €
UM	400	1 marché accord cadre à bons de commande : abattage /élagage	Abattage /élagage	225 000 €	120 000 €	ET : 41 % EF : 11.4 %	431.25 €
			Broyage	26 220 €	25 990 €		65.26 €
			Fauchages en zones difficiles	8 400 €	9 000 €		21.75 €
			Maintenance du petit matériel	26 300 €	18 759 €		56.32 €
			Total	285 920 €	173 750 €		574.59 €
UL	317	4 marchés : 1 entretien des grèves 1 élagage abattage 1 dévégétalisation de	abattage par voie fluviale (tempête)	0 €	368 100 €	EF : plus de 50%	580.60 €
			abattage terrestre	15 984 €	35 090 €		80.56 €

⁵ « ET » : sous-thème budgétaire « entretien et travaux » (A2B) ; « EF » : sous-thème « fonctionnement exploitation » (A2C)



		bras secondaires 1 abattage par voie fluviale (suite à la tempête de 2019)	Entretien des grèves	24 660 €	15 376 €		63.15 €
			Total	40 644.00 €	418 566.60 €		724.31 €
USA	410	1 marché accord cadre à bons de commande : abattage /élagage (80% par voie fluviale et 20% par voie terrestre)	Abattage /élagage	556 426 €	312 000 €	EF : 30 % 5% de tous les budgets confondus sur ces opérations	1 059.06 €
USN	500	2 marchés: 1 marché abattage /élagage 1 marché fauchage / débroussaillage Ecopaturage	Abattage /élagage	427 326 €	353 630 €	EF : 42%	780.96 €
			Fauchage / débroussaillage	83 195 €	78 135 €		161.33 €
			Ecopaturage	5 200 €	5 200 €		10.40 €
			Total	515 721 €	436 965 €		952.69 €
UCPCA	1200	2 marchés : 1 marché d'abattage- débroussaillage 1 marché de fauchage	Abattage / débroussaillage	286 537 €	157 912 €		637 €
			Fauchage	88 766 €	69 523 €		59 €
			Total	375 303 €	227 435 €		696 €
TOTAL				2 211 914€	2 113 346€		



Annexe 2 : Tableau de suivi des démarches réglementaires

Source : DTRS

Code de l'environnement	Où trouver les informations	Contacts	Démarches à suivre
Znieff	Plateformes de données publiques régionales https://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map et https://carto.ideobfc.fr/1/carte_generaliste_dreal_bfc.map	/	Une ZNIEFF est une zone naturelle dite « d'inventaire ». Elle n'a aucun statut de protection réglementaire, mais joue le rôle « d'alerte » en délivrant un premier niveau de connaissance des principaux enjeux de biodiversité. Elle n'implique pas à elle seule une démarche réglementaire mais oriente la réflexion ou les investigations. ⇒ <i>pas de démarche à réaliser à ce seul titre.</i>
Natura 2000 : directive « habitat » ZSC, directive « Oiseaux » ZPS	https://carto.picto-occitanie.fr/1/visualiseur_de_donnees_publiques.map Atlas du Patrimoine Géoportail / catalogue de données SIG Inventaire National du Patrimoine naturel (lien vers les cartes ZNIEFF/Natura 2000) pour la DTBS : https://inpn.mnhn.fr/telechargement/cartes-et-information-geographique/nat/natura	gestionnaire, animateur ou chargé de mission spécifique de la zone identifiée	Consulter les listes 1 et 2 relatives à l'évaluation des incidences au titre de N2000. (Art R414-19 /R414-27), qui précisent les opérations soumises à Evaluation des Incidences Natura 2000 (EIN2000). Dans la plupart des départements, l'élagage et l'abattage d'arbres isolés ne sont pas soumis à une EIN2000. Cependant, dans certains départements, il est possible que l'abattage d'arbres faisant partie d'EBC en soit soumis. Il est primordial de contacter le gestionnaire, animateur ou chargé de mission du site concerné par les travaux afin de vérifier ses attentes et de l'impliquer dans les mesures d'évitement, de réduction et <u>si nécessaire</u> de compensation. <i>Ex : Un frêne élevé, ayant des branches mortes présentant un risque pour la sécurité des usagers doit-être abattu. Le gestionnaire du site, peut demander une coupe têtard à réaliser tous les 10 ans qui permettra d'écarter tout danger pour le public et de valoriser la capacité d'accueil pour la biodiversité.</i>
Arrêté préfectoral de protection de biotope		DDT concernée	Consulter l'arrêté préfectoral du site APPB L'arrêté donnera les informations nécessaires pour savoir si l'opération d'abattage ou d'élagage est soumise à une réglementation ou une autorisation particulière.



			<p>Contacter la DDT pour échanger sur les modalités d'intervention.</p> <p>En raison des enjeux sécurité, l'abattage ou élagage des arbres ne peut être interdit. Cependant, des modalités d'intervention particulières peuvent nous être imposées dans un objectif de conservation du ou des biotopes naturels.</p> <p>→ Délai : à voir avec la DDT</p> <p>Pour toute coupe d'arbre avec présence de nid en période de reproduction, déposer une demande de dérogation de destruction / dérangement à la DREAL via le Cerfa n° 13616*01 (conformément à l'article L. 424-10 du code de l'environnement).</p> <p><i>Ex : Si le site concerné est une prairie humide, l'opération d'abattage devra se faire manuellement (tronçonneuse avec extraction du bois à l'aide d'un cheval) sans l'utilisation d'engin forestier qui pourrait fortement endommager le milieu naturel (ornièrre, tassement, etc.).</i></p>
Sites classés et inscrits		Architecte des Bâtiments de France	<p>Les travaux d'abattage et d'élagage sont soumis à l'accord des Architectes des bâtiments de France (ABF).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Remplir le Cerfa 13404-6 (Cf. « Cerfa 13404-6 » + « comment remplir le Cerfa 13404-6 »), • Réaliser un porté à connaissance, • Envoyer le Cerfa 13404-6 et le porté à connaissance, en annexe, à la Mairie concernée qui se chargera de l'envoyer à l'ABF, • Attendre le retour des signatures de la Mairie et de l'ABF. <p><i>Délai : à voir avec la DDT, en général 2 mois d'instruction après dépôt du dossier à la mairie</i></p>



Broyage de déchets verts		DREAL	<p>Le broyage de déchets verts est soumis à la rubrique 2794 de la nomenclature ICPE</p> <p>2794. Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 30 t/j ; → Enregistrement (cf. Arrêté du 18/05/18 relatif aux prescriptions générales) 2. Supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieure à 30 t/j. → Déclaration (cf. Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales)
--------------------------	--	-------	--

Code du Patrimoine	Où trouver les informations	Contacts	Démarches à suivre
Sites patrimoniaux remarquables <i>(remplace les ZPPAUP et AVAP) :</i> Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP)	Géoportail / catalogue de données SIG / atlas du patrimoine	Architecte des Bâtiments de France	<p>Les travaux d'abattage et d'élagage sont soumis à l'accord des Architectes des bâtiments de France (ABF).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Remplir le Cerfa 13404-6 (Cf. « Cerfa 13404-6 » + « comment remplir le Cerfa 13404-6 »), • Réaliser un porté à connaissance • Envoyer le Cerfa 13404-6 et le porté à connaissance, en annexe, à la Mairie concernée qui se chargera de l'envoyer à l'ABF, • Attendre le retour des signatures de la Mairie et de l'ABF. <p><i>Délai : à voir avec la DDT, en général 2 mois d'instruction après dépôt du dossier à la mairie</i></p>
Monuments historiques et périmètre de protection		Architecte des Bâtiments de France	



Code de l'Urbanisme	Où trouver les informations	Contacts	Démarches à suivre
<p>Espaces protégées dans le PLU de la commune concernée</p> <p>Exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Espace Boisé Classé (EBC) (art L.130-1) - Eléments du paysage identifiés (art. L. 123-1-5-7) <p><i>A savoir que les Plans d'occupation des sols (POS) n'ont plus de statut réglementaire.</i></p>	<p>Plan Local d'Urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en mairie • sur Internet si disponible 	<p>Mairies concernées</p>	<p>Se renseigner :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ sur l'existence ou non d'un PLU en vigueur ➔ sur la présence ou non d'un zonage de protection particulier <p><i>NB : afin de localiser l'arbre et déterminer les enjeux, la mairie peut demander une photo aérienne et le relevé parcellaire ou cadastral.</i></p> <p>➔ Pas de PLU => pas de démarche à réaliser sauf, informer les mairies 15 jours avant le démarrage des travaux</p> <p>➔ PLU en vigueur et arbres situés dans des zonages particuliers (EBC, Espace naturel, haie à protéger...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Remplir le CERFA de demande préalable en 3 ou 4 exemplaires selon les enjeux accompagnés d'un dossier technique si nécessaire (Cf. « Cerfa 13404-6 » + « comment remplir le Cerfa 13404-6 »). ○ Envoyer le Cerfa 13404-6 et le dossier technique en annexe à la Mairie concernée qui se chargera de l'envoyer à l'ABF (si concerné) ○ Attendre le retour des signatures de la Mairie et ABF (si concerné) ○ Respecter les préconisations du cerfa (affichage récépissé + panneau) <p><i>Remarque : Des mesures compensatoires spécifiques peuvent être exigées par la mairie.</i></p> <p><i>Délai : démarrage des travaux possibles sans réponse de la mairie dans le mois qui suit le dépôt en mairie, ou dans les délais indiqués dans le récépissé (en général immédiatement)</i></p> <p>Cas particuliers des déclarations de travaux (DT) et de Déclaration initial de commencement de travaux (DICT) :</p> <p>Il peut être demandé par la mairie au titre de la prévention des risques sur un réseau :</p>



			<ul style="list-style-type: none"> • une déclaration de travaux (DT) au maître d'ouvrage, • et, au maître d'œuvre, une déclaration initiale de commencement de travaux (DICT). <p>(Cf. « DT-DICT Cerfa 14434-02 »)</p>
--	--	--	--



Annexe 3 : Tableau des demandes et des interventions d'UBS

Date de la demande	Demandeur	Commune	Contact	Type de sollicitation	PK	Rive	Adresse	Objet	Urgence de l'intervention	Visite sur site	Décision	Date intervention en régie	Date intervention entreprise	n° BC	Montant
08/04/19	Astreinte	Andrézy			PK73	Ile		Arbres tombé sur une passante		08/04/19					
24/07/19	Riverain	Vaux sur Seine	06 12 29 18 14		PK 88	D	5 chemin des clos	Sol tombé	non	05/02/2019	Entreprise		01/07/2019		
08/01/19	Riverain	Neuilly			PK20 à 22	D		Arbres dangereux bateaux logements	non	15/01/2018	Entreprise		02/04/2018		
14/11/18	Mairie	Mesnil le Roy			PK 55 à 57	G		Arbres mort très dangereux	oui	13/03/2019	Entreprise		26/07/2019		63 813.861
03/07/19		Ile de Croissy			PK 46 à 47	Ile		Arbres mort très dangereux	oui	03/07/19	Entreprise		9/11/2019		
25/07/19	Astreinte	Saint Clous			PK 14.500	G		Arbres sur bateau logement	oui	25/07/19	Entreprise		27/07/2019		
12/08/19	Mairie	Aubergenville			PK 104	D		Arbres tombé sur la route	oui	12/08/19	Entreprise		13/08/2019		
	Mairie	Rouen			PK 241.800	DG		Déboussaillage	non	15/11/19	Entreprise		25/10/2019		
29/10/19	Mairie	Carrières sous poissy	M Vincent Michel 06 64 65 27 69	Arbres sur chemin de halage	PK 76	Ile DG	Les écluses de Carrières sous	Arbres mort très dangereux	non						
10/04/19	Mairie	Vernon			PK 148.500	G		Arbres dangereux bateaux logements	non	24/04/2019	Entreprise		06/05/2019	4140	22 491.95 TTC
21/01/19	Mairie	Le Pecq			PK52.00	D		Arbres dangereux passage piétons	non	13/03/2019	Entreprise		15/03/2019		29 100.001
	Maintenance	Ecluses de Méricourt et siphon de Guernes			PK120.600	D		Nettoyage du cite	non	19/04/2019	Entreprise		20/05/2019		17 311.611
	Mairie	Saint aubin-les-elbeuf		Arbres sur chemin de halage	PK 221.500	D		Arbres mort t dangereux	non	25/04/19	Entreprise				
	Riverain Bt Aube	Villeneuve-la-Garenne			PK 27.500	G		Arbres déraciné	non		Entreprise				
06/03/19	Mairie	Pont de Meulan			PK 93.500	D		Embâcles à l'amont du pont	non	23/05/19	Entreprise		24/05/2019		
18/06/19	Riverain Bt L'atelier	Bezons			PK40.300	D		Arbres dangereux bateaux logements	oui	21/06/2019	Entreprise		25/06/2019		
18/11/09	Mail	Saint clous Bt Roch		Chute d'arbres	PK14.300	G		Arbres dangereux bateaux logements	oui	18/11/2019	Conseil général		19/11/2019		
	Mail	Saint Clous Bt Passin		Chute d'arbres	PK 14.400	G		Arbres dangereux bateaux logements	oui	18/11/19	Entreprise		26/11/2019		
19/11/19	Mail SG	Genevillier / Neuilly	M Guillaume LAURENT tel: 06 69 65 47 08	Arbres morts	PK 26.200	G		Arbres mort dangereux							
19/11/2019	Mail SG	Neuilly	M Guillaume LAURENT tel: 06 69 65 47 08	Arbres morts	PK 19.800	D		Arbres mort dangereux							
	Mail Mairie	Tourville la rivièrre	M Hugue FREBOURG	Arbres morts	PK 230.00	D		Arbres mort dangereux	non		Entreprise				
28/06/19	Courrier	Tourville la rivièrre	M Joël CHAVENTRE 06 27 46 24 50	Arbre dangereux	PK 124.750	D		Arbre dangereux	non		Entreprise		19/09/2019		
05/09/19	Courrier	Saint Denis	Mme Sylvie MALANDAIN	Ramassage	PK 28.500	D		Dépôt sauvage de déchets	non						
03/09/19	Mail	Poissy	Mme Nathalie MARTIN M Emeric VALLESPI	élagage branches au dessus du bateau	PK 79.00	G		Elagages de branches	non						
10/09/19	Mail	136 route de paris à port Saint Ouen	M Dominique AVENEL	Arbres morts	PK 25.300	D		Arbres mort dangereux							